



Assemblée générale

Distr. générale
24 septembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Point 142 de l'ordre du jour

**Financement du Tribunal pénal international
chargé de juger les personnes accusées
de violations graves du droit international humanitaire
commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent document contient le quatrième rapport annuel sur l'exécution du budget du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1998.

Dans sa résolution 52/217 du 22 décembre 1997, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, un crédit d'un montant brut total de 68 829 800 dollars (montant net : 62 331 600 dollars). Par la suite, l'Assemblée a adopté la résolution 53/212 du 18 décembre 1998, dans laquelle elle a décidé de réviser le crédit ouvert pour ramener le montant total brut à 68 314 500 dollars (montant net : 61 941 400 dollars) compte tenu des prévisions de dépense au 31 août 1998. Les dépenses comptabilisées se sont élevées à un montant total brut de 65 573 800 dollars (montant net : 59 363 300 dollars), le solde inutilisé étant d'un montant brut de 2 740 700 dollars (montant net : 2 578 100 dollars).

I. Introduction

1. Le rapport sur l'exécution du budget de 1998 est présenté conformément à la résolution 49/242 B de l'Assemblée générale, en date du 20 juillet 1995, et à sa résolution 52/217 du 22 décembre 1997.
2. Dans sa résolution 52/217, l'Assemblée générale avait décidé d'ouvrir, pour inscription au compte spécial du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, un crédit d'un montant total brut de 68 829 800 dollars (montant net : 62 331 600 dollars) pour l'exercice 1998.
3. En 1998, les moyens mis à la disposition du Tribunal international se sont accrus avec l'ouverture de deux nouvelles salles d'audience. La deuxième salle, financée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a été ouverte en mai 1998 comme il était prévu dans le budget pour 1998. La troisième, pour laquelle un crédit avait été demandé dans le budget initial pour 1998 au titre des travaux de construction et du matériel, a été financée conjointement par les États-Unis d'Amérique, le Canada et les Pays-Bas. Cette troisième salle, dont l'ouverture avait à l'origine été prévue pour janvier 1999, a été ouverte en juillet 1998. En raison de la mise en service anticipée de cette troisième salle d'audience, il a fallu réaffecter des ressources initialement prévues au titre des travaux de construction et de l'achat de matériel audiovisuel aux dépenses de fonctionnement, la capacité du Tribunal de juger des accusés s'étant accrue considérablement.
4. En outre, le nombre de prisonniers s'est accru, la population carcérale étant en moyenne de 26 détenus contre 18 dans les prévisions de dépenses initiales. Le 31 mars 1998, dans sa résolution 1160 (1998), le Conseil de sécurité a engagé le Bureau du Procureur à commencer à rassembler les informations concernant les actes de violence au Kosovo et, dans sa résolution 1166 (1998) du 13 mai 1998, le Conseil a approuvé la création d'une troisième chambre et l'élection de trois juges additionnels auxquels il fallait adjoindre du personnel d'appui pour accélérer les procès.
5. En conséquence, le 18 décembre 1998, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 53/212, dans laquelle elle a décidé de réviser le crédit ouvert pour 1998 et d'en ramener le montant total brut à 68 314 500 dollars (montant net : 61 941 400 dollars), montant qui résulte de la réaffectation des ressources compte tenu des prévisions de dépenses arrêtées au 31 août 1998.
6. Le présent rapport sur l'exécution du budget rend compte de l'exécution du budget de 1998 et contient les indicateurs de résultats effectifs pour la même année.

II. Rapport sur l'exécution du budget de 1998

Tableau
Crédits ouverts et dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Crédits ouverts (1)</i>	<i>Dépenses (2)</i>	<i>Augmentation/ (diminution) (3)</i>
Postes (déduction faite des contributions du personnel)	28 281,1	28 975,4	694,3
Autres dépenses de personnel	4 439,9	3 856,3	(583,6)
Traitements et indemnités des juges (y compris les dépenses communes de personnel)	2 466,4	2 422,2	(44,2)
Consultants et experts	251,0	177,8	(73,2)
Voyages	3 266,2	2 916,7	(349,5)
Services contractuels	12 095,7	11 527,4	(568,3)
Frais généraux de fonctionnement	6 443,8	5 796,0	(647,8)
Dépenses de représentation	5,1	4,4	(0,7)
Fournitures et accessoires	1 029,0	520,7	(508,3)
Mobilier et matériel	3 923,9	3 249,6	(674,3)
Travaux de transformation des locaux	103,1	280,6	177,5
Contributions du personnel	6 009,3	5 846,7	(162,6)
Total (montant brut)	68 314,5	65 573,8	(2 740,7)
Recettes provenant des contributions du personnel	6 009,3	5 846,7	(162,6)
Recettes accessoires	363,8	363,8	–
Total (montant net)	61 941,4	59 363,3	(2 578,1)

Exécution du budget

7. La colonne 1 du tableau fait apparaître le crédit ouvert par l'Assemblée générale pour 1998. Les dépenses engagées au cours de l'année sont présentées dans la colonne 2 et les écarts [augmentation/(diminution)] entre les crédits ouverts et les dépenses effectives sont indiqués dans la colonne 3. Les dépenses comptabilisées se sont élevées à un montant total brut de 65 573 800 dollars (montant net : 59 363 500), le solde inutilisé étant d'un montant brut de 2 740 700 dollars (montant net : 2 578 100 dollars), soit environ 4 % du montant révisé de crédit ouvert pour 1998. Les écarts importants entre le montant révisé du crédit ouvert pour 1998 et les dépenses effectives sont expliqués dans les paragraphes qui suivent.

Postes

8. Les dépassements d'un montant de 902 600 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel sont essentiellement attribuables aux fluctuations défavorables du taux de change et au recrutement d'un nombre important de fonctionnaires en 1998. En ce qui concerne le taux de change, le taux moyen, en 1998, a été de 2 florins néerlandais pour un dollar, alors que le taux utilisé pour établir le budget de 1998 était de 2,04, cette différence d'environ 2 % ayant entraîné une augmentation des

dépenses. Cette augmentation a été en partie compensée par un solde inutilisé d'un montant de 208 300 dollars au titre de l'indemnité de subsistance (missions), le personnel du Tribunal ayant séjourné en général moins longtemps que prévu dans l'ex-Yougoslavie. L'augmentation nette de 694 300 dollars représente une augmentation de 2,5 %.

Autres dépenses de personnel

9. La diminution des dépenses d'un montant de 583 600 dollars au titre de personnel temporaire est imputable aux facteurs ci-après :

a) Des économies d'un montant de 79 100 dollars au titre des Chambres ont été réalisées en ce qui concerne l'assistance juridique professionnelle fournie aux juges chargés de mener à bon terme le procès Celebici. Il s'est avéré difficile de recruter les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs pour des périodes de courte durée, ce qui explique le solde inutilisé. En outre, une partie du personnel ayant accompli des heures supplémentaires dans les Chambres a bénéficié d'un congé de compensation plutôt que du paiement de ses heures supplémentaires. L'écart enregistré au titre du Bureau du Procureur (3 300 dollars) n'a pas été important;

b) Au titre du Greffe, une diminution d'un montant total de 501 200 dollars a été enregistrée. Dans les domaines de la rédaction de procès-verbaux d'audience et de la traduction en français, un écart de 146 800 dollars a été enregistré, les dépenses engagées au titre du personnel temporaire recruté pour assurer ces services ayant été moins élevées que prévu. Les dépenses au titre des services de traduction sur le terrain et des frais de voyage connexes ont été moins élevées que celles prévues dans le budget de 1998 (101 100 dollars) en raison de la diminution du nombre de fonctionnaires ayant participé à des missions d'enquête en 1998. Des économies d'un montant de 100 000 dollars ont été réalisées au titre des assistants (témoins), les contrats de ces assistants ayant pris cours le 1er mai 1999 plutôt que le 1er janvier comme prévu au budget. D'importantes économies ont également été réalisées au titre de la rubrique Autre personnel temporaire (153 300 dollars), essentiellement du fait que les dépenses au titre de la gestion des projets de construction ont été moins élevées que prévu. La construction d'une troisième salle d'audience ayant fait l'objet d'un don en nature, la charge de travail supplémentaire et l'appui apporté pendant les périodes de pointe par le personnel du Tribunal ont été bien moins importants que prévu.

Traitements et indemnités des juges (y compris les dépenses communes de personnel)

10. La diminution de 44 200 dollars est due au fait que les nouveaux juges de la troisième Chambre de première instance sont entrés en fonctions plus tard que prévu.

Consultants et experts

11. La diminution d'un montant de 73 200 dollars des dépenses prévues à ce titre est imputable aux facteurs ci-après :

a) Le montant de 21 000 dollars qui devait permettre au Tribunal de rémunérer les services d'*amici curiae* n'a pas été utilisé car les intéressés n'ont pas demandé à être rétribués. Ces économies sont contrebalancées en partie par des dépenses supplémentaires engagées au titre du recrutement pour une période de courte durée d'un consultant (12 000 dollars) qui a contribué à la préparation du jugement Celebici;

b) Dans le Bureau du Procureur, un solde inutilisé de 49 700 dollars a été enregistré parce que le nombre d'experts appelés par la Cour a été moins élevé que prévu;

c) Au titre du Greffe, le projet d'adaptation du système d'établissement des états de paie PROGEN n'a pas été achevé en 1998, ce qui a entraîné un excédent budgétaire de 14 500 dollars.

Voyages

12. La diminution d'un montant de 349 500 dollars des dépenses prévues à ce titre est imputable aux facteurs suivants :

a) Au titre des Chambres, des économies d'un montant de 5 200 dollars ont été enregistrées. L'excédent budgétaire de 169 000 dollars au titre du Bureau du Procureur résulte du fait qu'en 1998 le nombre de fonctionnaires ayant participé à des missions d'enquête a été moins élevé que prévu. L'augmentation du nombre de détenus a eu pour effet de considérablement modifier les activités du Bureau du Procureur, de nombreux membres du personnel qui s'occupaient auparavant des enquêtes ayant été affectés à la préparation des procès. En conséquence, bon nombre de missions d'enquête ont été menées par un seul enquêteur plutôt que par la moyenne de 1,75 enquêteur par mission utilisée pour établir le projet de budget;

b) Au titre du Greffe, des économies d'un montant de 175 300 dollars ont été enregistrées, essentiellement dans le domaine des frais de voyage des témoins, le nombre de témoins et le nombre de jours que chacun d'entre eux a séjourné à La Haye ayant été moins élevé que prévu. En ce qui concerne le nombre de jours de séjour, les prévisions de dépenses se fondaient sur un séjour moyen de 7,5 jours par témoin. L'expérience de la fin de 1997 et de l'ensemble de l'année 1998 a montré que la durée du séjour des témoins pouvait varier considérablement, selon le nombre d'accusés et la complexité des affaires. En 1998, des témoins appelés dans la majorité des affaires ont séjourné à La Haye pendant une période plus courte que la moyenne des 7,5 jours prévue dans le budget, à l'exception des témoins dans l'affaire *Celebici* (quatre accusés) et l'affaire *Kupreskic* (six accusés) qui ont dû séjourner beaucoup plus longtemps à La Haye. En conséquence, la durée moyenne du séjour des témoins a été moins longue que prévu, soit environ 7,25 jours. Les économies résultant de la diminution du nombre de témoins appelés à déposer et la réduction de leur séjour ont été contrebalancées en partie par une augmentation des dépenses au titre des voyages et des fluctuations défavorables du taux de change.

Services contractuels

1. Le solde inutilisé d'un montant total de 568 300 dollars résulte de la diminution des dépenses au titre des avocats de la défense (535 900 dollars), de la formation (9 800 dollars), de la traduction contractuelle et de la rédaction de procès verbaux d'audience en anglais (34 000 dollars), des travaux d'impression exécutés à l'extérieur (31 500 dollars), des services informatiques (26 900 dollars), et des services d'agences de presse (13 000 dollars). Ces diminutions ont été contrebalancées par une augmentation des dépenses au titre des gardiens de prison (79 900 dollars) et de la vérification externe des comptes (2 900 dollars) :

a) Les économies au titre des avocats de la défense se chiffrent à 535 900 dollars, ce qui représente environ 5 % du crédit ouvert. Les prévisions de dépenses révisées en 1998 au titre de la défense ont été calculées sur la base des prévisions de dépense faites en août 1998, compte tenu de l'augmentation du nombre des détenus et des obligations éventuelles découlant des dispositions de la directive concernant la commission d'office de conseils de la défense. Étant donné que les montants nécessaires pour couvrir les frais de la défense sont demandés dans l'intervalle entre la prestation des services et le règlement des sommes dues, le budget contenait une indication des montants qui

pourraient être réclamés, ceux ne pouvant pas être déterminés avec exactitude au moment de l'établissement du projet de budget. Par exemple, il se pourrait que les services d'enquêteurs et d'assistants juridiques ou de personnel de secrétariat autorisés aux termes de la directive aient été partagés entre les coaccusés dans des affaires impliquant plusieurs accusés plutôt que d'être réclamés par chaque accusé ou non utilisés par certains accusés;

b) L'écart au titre de la formation (9 800 dollars) représente environ 5 % des prévisions de dépense révisées. Des économies d'un montant de 34 000 dollars ont été enregistrées au titre de la traduction contractuelle (22 100 dollars) et de la rédaction de procès verbaux d'audience en anglais (11 900 dollars), ce qui représente 10 % et 2 % des prévisions de dépense révisées pour 1998, respectivement. Les économies réalisées au titre de la traduction contractuelle (22 100 dollars) résultent du fait que du personnel permanent et du personnel temporaire ont pu accomplir davantage de tâches que prévu;

c) Au titre des travaux contractuels d'imprimerie, des économies d'un montant de 31 500 dollars ont été enregistrées du fait que les besoins en matière de services de reproduction de cartes et de photos dans le Bureau du Procureur ont été moins importants que ceux prévus dans le projet de budget;

d) Des économies ont été réalisées au titre des services informatiques (26 900 dollars) et des services d'agence de presse (13 000 dollars) en raison d'un contrat commun négocié par l'ensemble du système des Nations Unies pour l'accès à des bases de données juridiques et à des services de presse;

e) Augmentation des dépenses au titre des gardiens de prison (79 900 dollars) tient essentiellement au fait qu'il a fallu recruter des gardes supplémentaires pour des cellules additionnelles et aux fluctuations défavorables du taux de change en 1998. Les dépenses engagées en 1997 au titre de la vérification externe des comptes (2 900 dollars) n'ont été imputées au budget du Tribunal qu'en 1998.

Frais généraux de fonctionnement

2. À cette rubrique, des économies ont été réalisées dans les domaines ci-après : entretien, nettoyage des locaux (104 900 dollars), location de matériel (49 800 dollars), communications par réseaux commerciaux (268 600 dollars), autres dépenses de communication (14 400 dollars), entretien du matériel (94 500 dollars), nettoyage des uniformes (33 900 dollars), demandes d'indemnisation et ajustements divers (41 800 dollars), services médicaux à l'intention des détenus et des témoins (48 900 dollars) et dépenses diverses telles que fret et assurances (21 100 dollars). Ces économies ont été contrebalancées en partie par des dépenses supplémentaires au titre de la location de locaux (2 600 dollars) et des services divers (27 500 dollars) :

a) Entretien et nettoyage des locaux (104 900 dollars). L'emménagement dans la nouvelle aile du bâtiment du Tribunal ayant pris plus de temps que prévu, les services de nettoyage et d'entretien ont coûté moins que prévu;

b) Les dépenses de location de matériel (49 800 dollars) ont été moins élevées que prévu en raison essentiellement du retard intervenu dans la location de matériel de bureau résultant du retard enregistré dans l'emménagement dans la nouvelle aile;

c) Les facteurs qui ont contribué à d'importantes économies au titre de communications par réseaux commerciaux (268 600 dollars) ont été les suivants : la mise en service généralisée du réseau de microstations terriennes (VSAT) dans la région de l'ex-Yougoslavie, la négociation de ristournes plus élevées avec les fournisseurs de services téléphoniques aux Pays-Bas et l'installation d'un autocommutateur privé qui a permis de réduire le coût des communications grâce à l'utilisation d'un système de routage

à moindre coût. Les économies réalisées au titre des dépenses de communication connexes (14 400 dollars), y compris l'affranchissement, les services de la valise diplomatique et les services d'entretien et les fournitures pour le matériel de communication, représentent environ 8 % des prévisions de dépense;

d) En 1998, en ce qui concerne l'entretien du matériel, les dépenses effectivement engagées ont permis de réaliser un excédent de 94 500 dollars. En ce qui concerne l'entretien des véhicules (34 400 dollars), la diminution des dépenses est due au fait qu'un certain nombre de véhicules sur le terrain ont été utilisés pour un projet financé sur un fonds d'affectation spéciale (projet d'exhumation) et non pas exclusivement en fin d'enquêtes. Les frais d'entretien ont donc été imputés au fonds d'affectation spécial. Les économies réalisées au titre de l'entretien du matériel informatique et audiovisuel (28 000 dollars) sont imputables au fait qu'il a été possible de faire exécuter bon nombre de réparations par des techniciens du Tribunal. Le retard survenu dans l'emménagement dans la nouvelle aile a également retardé l'installation du système d'alarme, ce qui a permis de réaliser des économies de 27 000 dollars au titre de son entretien;

e) Des économies d'un montant de 33 900 dollars ont été réalisées au titre du nettoyage des uniformes. À la suite d'un appel d'offres lancé en 1998, le Tribunal a pu obtenir un prix moins élevé pour le nettoyage des uniformes et des robes des magistrats. En outre, une bonne partie des travaux de nettoyage des uniformes des gardiens de prison a pu être assurée sur place dans le quartier pénitentiaire à un prix minime pour le Tribunal, ce qui a réduit les dépenses à ce titre;

f) Les dépenses au titre des demandes d'indemnisation et ajustements ont été inférieures de 41 800 dollars au montant révisé du budget de 1998. En effet, le nombre de témoins a été moins important que prévu, ce qui a réduit le nombre de demandes d'indemnisation pour perte de revenu. En outre, les demandes de relogement émanant de témoins ont été moins nombreuses que prévu également. La réduction de dépenses dans le domaine de services médicaux à l'intention des détenus et témoins (48 900 dollars) est également imputable au nombre moins élevé de témoins;

g) D'autres dépenses, y compris le fret, les assurances et les frais bancaires ont accusé une diminution de 21 100 dollars. Ces économies résultent essentiellement d'une diminution du fret (14 800 dollars) aux fins de l'achat de matériel; celui-ci ayant été acheté sur place, les dépenses prévues à ce titre n'ont pas dû être engagées;

h) Un dépassement de crédit de 27 500 dollars a été enregistré au titre des services divers pour le scannage de la base de données d'un volume important des pièces à conviction au début de 1998 afin que les documents puissent être retournés dans des délais raisonnables, les éléments intéressants étant triés ultérieurement.

Fournitures et accessoires

3. Au titre de cette rubrique, des économies ont été enregistrées dans les domaines suivants : fournitures de bureau (54 500 dollars), fournitures informatiques (60 200 dollars), fournitures audiovisuelles (235 000 dollars), papier et fournitures pour les photocopieurs (37 800 dollars), abonnements (23 800 dollars), carburants et lubrifiants (76 100 dollars), uniformes (19 000 dollars) et fournitures diverses (1 900 dollars), y compris des articles de nettoyage, des compléments alimentaires pour les détenus et d'autres fournitures;

a) Des économies d'un montant de 54 500 dollars ont été enregistrées au titre des fournitures de bureau. Le crédit demandé devait permettre d'acheter des chemises et des sacs en papier spécial sans acide pour conserver les pièces à conviction dans le

Bureau du Procureur et au Tribunal, mais le solde des fournitures achetées en 1997 a suffi pour couvrir les besoins en 1998;

b) Au titre des fournitures informatiques, des économies d'un montant de 60 200 dollars ont été réalisées parce que les besoins dans ce domaine en 1998 ont été moins élevés que prévu et les achats prévus pour reconstituer les stocks ont été reportés à 1999. De même, les dépenses moins élevées que prévu au titre des fournitures audiovisuelles ont permis de réaliser des économies d'un montant de 235 000 dollars;

c) Les prévisions de dépense au titre du papier et des fournitures pour les photocopieurs avaient été calculées sur la base d'une consommation annuelle de 35 000 rames de papier. En 1998, 21 000 rames de papier seulement ont été achetées, ce qui a permis d'économiser un montant de 37 800 dollars;

d) Des économies d'un montant de 23 800 dollars ont été enregistrées au titre des abonnements, un certain nombre de périodiques juridiques auxquels il avait été prévu de s'abonner dans le budget de 1998 ayant ultérieurement été financés par le fonds d'affectation spéciale de la bibliothèque du Tribunal;

e) Le coût des carburants et des lubrifiants pour les véhicules, dont certains avaient été utilisés essentiellement pour le projet d'exhumation financé par un fonds d'affectation spéciale, a été imputé à ce fonds d'affectation, et il reste donc un solde inutilisé de 76 100 dollars;

f) Le recrutement d'agents de la sécurité supplémentaires ayant débordé sur 1999, le Tribunal a pu reporter l'achat d'uniformes d'un montant total de 19 000 dollars.

Mobilier et matériel

4. Au titre de l'achat de mobilier et de matériel, des dépassements de crédit ont été enregistrés pour les meubles et accessoires (77 700 dollars), le matériel informatique (463 400 dollars), le matériel de sécurité et de protection (86 600 dollars) et du matériel divers (1 000 dollars). Ces dépassements de crédit ont été compensés par une diminution de dépenses au titre du matériel audiovisuel (1 303 000 dollars).

5. Pour mieux tenir compte des priorités opérationnelles, il a été décidé d'affecter des fonds destinés au matériel audiovisuel à l'achat de meubles et d'accessoires et de matériel informatique en prévision de l'arrivée de nouveaux fonctionnaires en 1999. En ce qui concerne le dépassement de crédit au titre du matériel de sécurité et de protection, l'extension du système de contrôle de la sécurité aux locaux du bâtiment précédemment sous-loué à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques avait été reporté à 1998, ce qui a entraîné des dépenses supplémentaires de 86 600 dollars.

Travaux d'aménagement

6. Dans le budget de 1997, un montant de 407 600 dollars avait été prévu pour construire des cloisons dans les bureaux supplémentaires occupés par le Tribunal au cours de l'année. Ce projet n'avait pas été achevé en 1997 et avait été reporté à 1998. Étant donné que, dans le budget de 1998, aucun montant n'avait été prévu pour couvrir le coût résultant de ce retard, un dépassement de crédit de 177 500 dollars a été enregistré au titre de cette rubrique.

Contributions du personnel

7. Les dépenses au titre des contributions du personnel ont été inférieures de 162 600 dollars au montant prévu. Le même montant est pris en compte dans la rubrique Recettes provenant des contributions du personnel.

III. Décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-quatrième session

8. L'Assemblée générale est priée de prendre note du présent rapport.

Annexe

Comparaison des indicateurs de résultats prévus et effectifs

Les indicateurs de résultats prévus pour 1998 se fondent sur des projections révisées établies en août 1998 pour tenir compte de l'accroissement prévu du volume de travail à la suite des changements apportés à la structure et au mandat du Tribunal et de l'ouverture anticipée de la troisième salle d'audience.

A. Les Chambres

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultats prévus pour 1998</i>	<i>Résultats effectifs en 1998</i>
Procès	6	8
Appels (y compris interlocutoires)	12	20
Journées d'audience	346	377
Journées de session plénière	9	9
Requêtes en cours d'information, ordonnances et recours	600	551
Ordonnances, mandats, etc., délivrés par un juge unique	100	63

B. Le Bureau du Procureur

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultats prévus pour 1998</i>	<i>Résultats effectifs en 1998</i>
Section des poursuites		
Requêtes/recours/réponses	360	325
Procès en préparation	10	7
Procès en cours	8	3
Procès terminés	6	5
Verdicts	5	3
Appels	6	6
Section des enquêtes		
Enquêtes (état d'avancement)	10	20
Enquêtes (aboutissant à une mise en accusation)	5	2
Missions	435	503
Témoins interrogés	800	1 324
Dépositions	450	696
Équipe de recherche des principaux responsables		
Grands projets/rapports établis pour les équipes	40	40
Missions	19	33
Documents examinés	16 000	16 000
Équipe d'analystes militaires		
Missions	40	38
Entrevues	75	10
Documents analysés	22 000	52 500

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultats prévus pour 1998</i>	<i>Résultats effectifs en 1998</i>
Documents confidentiels obtenus (art. 70)	10 500	n.d.
Documents confidentiels analysés (art. 70)	3 700	2 000
Groupe du renseignement		
Rapports d'Interpol, etc.	1 000	n.d.
Groupe de l'analyse scientifique et technique		
Missions scientifiques et techniques (non compris les exhumations)	1	8
Charniers pour lesquels la possibilité de procéder à des exhumations a été évaluée	20	32
Charniers dont le contenu a été exhumé	11	9
Cadavres exhumés et examinés	800	900
Section des informations et des éléments de preuve		
Éléments de preuve détenus par le Bureau du Procureur (total cumulé)	142 000 documents : 1 135 000 pages, 2 000 vidéos, 74 mètres cubes d'éléments de preuve physiques	166 000 documents : 1 330 000 pages, 1 900 vidéos, 80 mètres cubes d'éléments de preuve physiques
Base de données pénales		
Corrélations mises en mémoire (total cumulé)	604 000	610 362
Documents mis en mémoire (total cumulé)	3 900	4 327

C. Le Greffe

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultats prévus pour 1998</i>	<i>Résultats effectifs en 1998</i>
Bureau de la presse et de l'information		
Journalistes figurant sur les listes d'adresses	550	550
Communiqués de presse	120	102
Demandes d'informations par téléphone, documents demandés – presse	12 000	15 000
Demandes d'informations par téléphone, documents demandés – public	5 000	3 300
Visites organisées (universités, sociétés juridiques, etc.)/nombre de visiteurs	70/1 300	64/1 231
Accès à la page d'accueil sur Internet (par semaine)	15 400	19 800
Services de sécurité		
Factions et patrouilles par jour (nombre moyen)	49	49
Documents d'identité délivrés au personnel	3 067	2 541
Filtrages à l'entrée	329 940	367 474
Paquets inspectés et passés par un appareil de détection	118 500	117 964
Cartes d'identité délivrées à des visiteurs	19 596	11 474
Agents de sécurité couvrant les salles d'audience et assurant la protection des accusés	45	45
Quartier pénitentiaire		

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultats prévus pour 1998</i>	<i>Résultats effectifs en 1998</i>
Détenus (nombre moyen)	25	26
Groupe d'aide aux victimes et aux témoins		
Témoins	600	446
Journées de présence des témoins	4 500	3 248
Formalités administratives pour le compte des témoins	6 000	8 900
Témoins bénéficiant d'une protection spéciale	200	143
Demandes de relogement	30	7
Témoins ayant besoin d'une aide supplémentaire	180	140
Transports de témoins entre l'aéroport de Schiphol et le Tribunal	300	328
Transports de témoins entre l'hôtel et le Tribunal	1 400	1 389
Bibliothèque et services de référence		
Acquisition d'ouvrages	2 000	2 300
Service de prêt entre bibliothèques	450	400
Heures d'utilisation de Lexis	1 400	1 250
Heures d'utilisation de bases de données extérieures	800	950
Budget et finances		
Crédits ouverts ^a	62,2	61,9
Fonds extrabudgétaires ^a	6,0	4,3
États de paie (budget ordinaire, fonds extrabudgétaires et projets)	775	675
États financiers mensuels	20	18
Demandes de remboursement de frais de voyage	310	275
Décaissements	1 570	1 500
Personnel		
Effectifs	646	634
Autre personnel	180	153
Candidatures reçues	7 000	5 731
Offres de nomination	340	286
Contrats de louage de services	800	846
Contrats de courte durée	700	514
Services de conférence et services linguistiques		
Traduction (nombre de pages par an)	48 000	48 100
Interprétation de conférence (journées)	3 900	2 671
Interprétation sur le terrain (journées)	3 000	2 496
Rédaction de procès-verbaux d'audience – français (journées)	1 900	2 381
Rédaction de procès-verbaux d'audience – anglais (journées)	400	356

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Résultats prévus pour 1998</i>	<i>Résultats effectifs en 1998</i>
Services d'appui électronique et communications		
Réseau local		
Nombre de réseaux	6	6
Connexions	600	650
Services de dépannage – appels	29 000	30 148
Services de dépannage – appels par préposé	4 142	5 481
Services de dépannage – ordinateurs <i>in situ</i>	613	615
Moyens audiovisuels – couverture vidéo (nombre d'audiences)	300	377
Moyens audiovisuels – demandes de montage vidéo	130	197
Communications – postes téléphoniques	700	753
Communications – demandes d'aide	6 600	9 154
Communications – terminaux VSAT en ligne	4	4
Programmation – projets	11	13
Programmation – utilisateurs d'applications	637	615
Services généraux		
Achats		
Commandes	550	564
Marchés	110	95
Dossiers présentés au Comité local des marchés	65	64
Dossiers présentés au Comité des marchés du Siège	12	14
Factures traitées	2 500	2 117
Voyages		
Formulaires PT8 remplis	4 000	4 759
Demandes de remboursement de frais de voyage	6 000	6 327
Groupe des bâtiments		
Travaux achevés	1 500	1 942
Gros travaux d'entretien	21	21
Installations électriques	8	9
Courrier et valise diplomatique		
Nombre d'articles envoyés	67 500	66 792
Nombre d'articles reçus	118 500	117 464
Travaux de graphisme		
Demandes de reproduction	2 400	1 680
Pages reproduites (service central) ^b	4,0	4,1
Protocole		
Demandes de visas et de cartes d'identité	2 154	2 232
Réception et inspection		
Rapports d'inspection	573	551
Chauffeurs		
Nombre de courses	2 286	2 250

^a En millions de dollars des États-Unis.

^b En millions de pages.